

Le Schéma-Directeur **des Infrastructures du tourisme fluvial** **en Wallonie**

Introduction

Malgré l'observation sur le réseau wallon d'un nombre sans cesse croissant de passages de bateaux de plaisance, le Gouvernement wallon estime que le gisement touristique que représente le tourisme fluvial est encore mal exploité en Wallonie.

Pour tenter de répondre à cette lacune, les Ministres du Tourisme et des Travaux Publics ont réuni le 04 avril 2000 une Table Ronde autour des divers acteurs concernés du secteur afin de permettre de dégager des pistes concrètes de valorisation des infrastructures de tourisme fluvial.

La Direction Générale des Voies hydrauliques du MET qui a parmi ses compétences la gestion du tourisme fluvial a été chargée :

- de rédiger une proposition de classification des différents types d'infrastructures d'accueil du plaisancier ;
- d'élaborer un « schéma-directeur des infrastructures de tourisme fluvial » reprenant les investissements requis sur une base triennale pour améliorer l'accueil du plaisancier ;
- d'analyser les problèmes liés à la gestion des infrastructures.

Les études réalisées par la Direction Générale des Voies hydrauliques ont ensuite été présentées et débattues en septembre 2000 lors de Tables Rondes provinciales auxquelles ont participé des représentants des Administrations du MET et du MRW, de l'Office de promotion des voies navigables, des Ports autonomes, des clubs, ligues et asbl actives dans le secteur, des fédérations provinciales de tourisme et des communes concernées par les infrastructures projetées

Décisions du Gouvernement wallon

Après toutes les concertations utiles, le Gouvernement wallon a pris les décisions suivantes :

1) A propos du type d'infrastructure de tourisme fluvial, le Gouvernement wallon, en date du 22 novembre 2001, a retenu trois types selon le service et la qualité des infrastructures d'accueil offerts aux plaisanciers, à savoir :

- **La halte nautique**, qui permet le stationnement limité dans le temps des bateaux (quelques heures) et qui comprend uniquement l'infrastructure d'accostage et de débarquement, ainsi qu'un équipement assurant le respect de l'environnement et l'information du visiteur ;
- **Le relais nautique**, qui permet le stationnement de plusieurs bateaux pendant quelques jours et qui comprend, en plus des infrastructures de la halte nautique, l'infrastructure de raccordement en eau et électricité et un local sanitaire comprenant WC, lavabos, et douches ;
- **Le port de plaisance**, qui permet l'amarrage de bateaux pendant plusieurs jours ou en permanence et qui comprend pour sa part, en plus des infrastructures du relais nautique, des lavoirs, ainsi que des locaux et un service d'accueil des bateaux.

A terme, ces trois définitions pourraient servir de référence à une certification ou labélisation touristique destinée aux plaisanciers et garantissant ainsi une qualité identique d'une infrastructure à l'autre.

2) A propos des investissements à réaliser, le Gouvernement wallon, en date du 22 novembre 2001, a approuvé le « Schéma-Directeur des infrastructures pour le tourisme fluvial ».

Ce schéma présente par localité riveraine, les investissements à réaliser sur le domaine de la Région Wallonne afin de permettre aux infrastructures d'accueil existantes ou à créer de correspondre aux infrastructures telles que définies ci-avant. Il est décrit en annexe.

Le montant total des investissements prévus se monte à 12,63 millions € (6,12 millions € à charge du budget de la Direction générale des Voies hydrauliques représentant le coût des équipements liés directement à la voie d'eau et l'éclairage des sites et 6,51 millions € à charge du budget du Commissariat général au Tourisme pour les infrastructures d'accueil).

Il se répartit comme suit par Province :

Province de Hainaut :	5.793.243 € (45,9%) ;
Province de Brabant wallon :	272.682 € (2,1%) ;
Province de Namur :	3.837.373 € (30,4%) ;
Province de Liège :	<u>2.726.820 € (21,6%).</u>
TOTAL	12.630.118 €

Le Gouvernement wallon a accepté de financer à 100% ces investissements pendant une période de 3 ans (2002 à 2004).

3) A propos de la gestion des infrastructures

Afin d'assurer une gestion cohérente de l'ensemble des infrastructures wallonnes, le Gouvernement wallon a, en sa séance du 19 septembre 2002, pris un arrêté fixant les règles applicables aux concessions domaniales relatives aux infrastructures de tourisme fluvial sur les voies navigables wallonnes. Cet arrêté, publié au Moniteur Belge le 07 novembre 2002, précise en clair que les concessions domaniales en cette matière seront dorénavant soumises aux règles d'un cahier des charges précis qui est décrit dans l'annexe à l'arrêté.

Les pouvoirs publics locaux se verront concéder la gestion des infrastructures pour une durée de 15 ans renouvelable, s'il acceptent de conclure pareille concession domaniale.

Sous cette condition, les investissements prévus seront financés par la Région Wallonne. Les pouvoirs locaux pourront, s'ils le souhaitent, sous-concéder la gestion des sites à des clubs nautiques ou asbl afin d'en assurer la gestion quotidienne mais toujours dans le respect du cahier des charges précité.

Celui-ci présente l'avantage de :

- définir de manière claire les conditions d'utilisation, de gestion, d'entretien et de réparation des biens concédés ;
- garantir le caractère public des infrastructures de tourisme fluvial ;
- définir les cas de résiliations possibles ;
- préciser les obligations du concessionnaire à la fin de la concession ;
- régler le sort des constructions érigées sur le terrain concédé ;
- déterminer, au profit du concessionnaire, les indemnités dues par la Région notamment en cas de reprise par celle-ci des constructions érigées par le concessionnaire et en cas de résiliation pour cause d'utilité publique ou en cas de force majeure.

Il régleme également :

- le taux de redevance annuelle ;
- les règles de cautionnement ;
- les modalités de paiements des redevances ;
- le paiement des taxes, impôts et frais de raccordement ;
- les tarifs maxima applicables aux plaisanciers ;
- les modalités relatives aux constructions et travaux à réaliser sur les biens concédés ;
- les modalités de cession, sous-concession ou remise en gestion à un tiers ;
- le régime des responsabilités et assurances.

Conclusions :

L'ensemble de ces décisions prises par le Gouvernement wallon devraient permettre la mise à disposition des plaisanciers d'infrastructures d'accueil performantes, répondant parfaitement à leurs attentes.

La mise en œuvre du Schéma-Directeur des infrastructures de tourisme fluvial a débuté en 2002 et il est prévu de terminer la réalisation des derniers travaux en 2005.

Les services de la Direction générale des Voies hydrauliques ont été chargés de rédiger les concessions domaniales à passer avec les pouvoirs locaux ainsi que d'étudier et de mettre en adjudications les travaux liés directement à la voie d'eau (quais, berges, môles, embarcadères et pontons flottants).

En annexe, figurent les cartes indiquant la situation au 01.01.2002 et la situation future après réalisation du Schéma-Directeur.